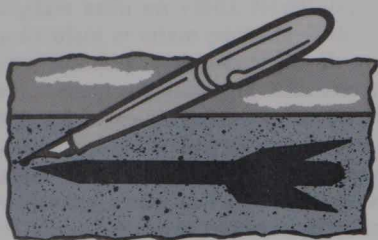


CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Les forces conventionnelles en Europe

■ À cause du différend relatif au libellé du Traité sur les FCE (signé en novembre dernier), les négociations sur la limitation des armements sont demeurées dans l'impasse au cours de la période à l'étude. Trois questions ont dominé :

(1) L'Occident (et des pays asiatiques) s'inquiètent du fait que l'URSS a transféré, à la dernière minute, des dizaines de milliers d'éléments visés par le Traité (EVT) à l'Est de l'Oural pour éviter de les détruire en vertu du Traité ;

(2) il existe des divergences entre les estimations des services de renseignement occidentaux et les données fournies par l'URSS sur l'équipement laissé dans la zone où les réductions doivent s'opérer. Toutefois, ces divergences auraient été éliminées pour la plupart après la révision des estimations occidentales et des chiffres soviétiques ; et

(3) élément capital, l'URSS prétend qu'environ 5 457 éléments d'équipement ont été exemptés des limites établies par le Traité, parce qu'elle les avait réaffectés à la «défense côtière», ou parce qu'ils appartenaient à l'infanterie navale, à la Force de fusées stratégiques ou aux unités de défense civile. Tous les vingt et un autres signataires du Traité soulignent le fait qu'en vertu de l'article III du Traité, tous les équipements terrestres (à quelques exceptions près) sont assujettis à ce dernier, quelle que soit l'arme à laquelle ils appartiennent.

À la mi-février, le président Bush aurait proposé un compromis qui permettrait aux Soviétiques de respecter les limites numériques fixées par l'Occident sans pour autant renier leur interprétation de l'accord. Initialement, l'URSS s'était seulement engagée à geler le nombre de ses armes navales basées à terre. Plus tard, elle aurait offert de retirer presque la moitié des armes faisant l'objet du litige, c'est-à-dire celles destinées aux «défenses côtières».

Au début d'avril, après avoir échangé plusieurs lettres avec M. Gor-

batchev, le président américain aurait accepté une proposition soviétique visant le retrait des armes de «défense côtière» basées à l'Est de l'Oural et aussi la destruction d'un nombre égal d'armes plus vieilles dans cette région. M. Bush aurait toutefois insisté pour que les armes d'infanterie navale soient également touchées par ces mesures et que toute destruction d'équipement effectuée en dehors de l'Europe fasse l'objet d'une inspection par l'Occident. En échange, celui-ci n'obligerait pas l'URSS à détruire quelque 1 700 EVT dans la Force de fusées stratégiques et les unités de défense civile, ni à renoncer officiellement à son interprétation du Traité.

Le 25 avril, après s'être réuni avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Bessmertnykh, a annoncé que le litige avait été réglé, et un porte-parole américain a confirmé que le «principal obstacle» avait été levé, apparemment parce que l'Union soviétique avait accepté d'inclure l'équipement d'infanterie navale. Cependant, l'information s'est avérée prématurée, car, le 7 mai, on a appris que M. Gorbatchev enverrait le général Mikhaïl Moïseïev, Chef du Grand état-major soviétique, à Washington pour tenter de résoudre le différend. [Pour en savoir plus sur l'accord sur les FCE, prière de lire les pages 10 et 11.]

Pourparlers sur la réduction des armes stratégiques

■ Depuis plus d'un an, on dit que seuls des détails «techniques» empêchent la signature d'un accord START, mais aucune des parties ne semble disposée à faire les compromis nécessaires pour conclure une entente finale. Entre-temps, à la mi-mars, le gouvernement américain a fait savoir clairement qu'il ne conclurait pas un traité START tant que le différend sur les FCE ne serait pas réglé. Parallèlement, il a repoussé l'invitation soviétique à tenir un autre sommet des superpuissances et il a bien précisé qu'une telle réunion n'aurait pas lieu tant que la signature d'un traité START ne serait pas imminente.

Témoignant devant le Congrès peu après avoir démissionné de ses fonctions de négociateur en chef du START pour les États-Unis, l'am-

bassadeur Richard Burt a défini cinq des questions encore en suspens : (1) la vérification du nombre des bombardiers lourds et des missiles de croisière air-sol, domaine où les Soviétiques craignent que les États-Unis soient capables de «dépasser» rapidement les limites fixées dans le Traité ; (2) la surveillance et l'inspection des usines de missiles mobiles, aspects qui préoccupent beaucoup les États-Unis ; (3) l'acceptation des données relatives aux essais de missiles, question dont les détails ne sont toujours pas réglés ; (4) la définition du terme «nouveau missile», les Américains soulignant la nécessité d'établir une «distinction très nette entre ce que sont un nouveau système et un ancien», afin de s'assurer que les missiles n'ayant subi que de légères modifications demeurent assujettis aux limites touchant le nombre de têtes explosives qu'ils peuvent emporter ; et (5) la possibilité de permettre à chaque partie de réduire le nombre d'ogives montées sur un type de missile donné afin d'en réduire la concentration et de promouvoir ainsi la stabilité en rendant les missiles moins vulnérables.

Selon M. Burt, ce sont là des «questions de second ordre, mais qui sont importantes» et que l'on pourrait résoudre «dans un avenir proche». L'ancien négociateur craint que l'influence croissante des militaires soviétiques permette à l'URSS de poursuivre la modernisation de ses forces nucléaires au moment même où les États-Unis réduisent les leurs ; il préconise, par conséquent, que l'on redonne la priorité au START.

Le désarmement de l'Irak

■ La résolution de l'ONU sur le cessez-le-feu dans le Golfe, adoptée le 3 avril et acceptée officiellement par l'Irak trois jours plus tard, prévoit la destruction, l'élimination ou la neutralisation de nombreux éléments militaires du pays, notamment toutes les armes chimiques et biologiques, les missiles balistiques ayant une portée supérieure à 150 km, et toutes les armes nucléaires ou tout matériel susceptible d'entrer dans la fabrication d'engins nucléaires, ainsi que toutes les installations de recherche, de développement, de soutien ou de fabrication relatives à de telles armes. En outre, l'ONU a demandé à tous les États d'empêcher que l'on fournisse à l'Irak tout autre type d'armes, l'instruction et les services d'appui

technique connexes. Au terme de 120 jours, on verra si l'Irak s'est conformé à la résolution et dans quelle mesure la limitation des armements a progressé dans le Golfe. Enfin, l'Irak s'est engagé à ne pas utiliser, concevoir, construire ou acquérir des armes de destruction massive, ou des matériels ou installations connexes dans l'avenir.

Le 18 avril, conformément à la résolution de l'ONU, l'Irak a fourni des renseignements confirmant qu'il possédait cinquante-deux missiles balistiques et cinquante-trois têtes explosives (dont trente chimiques), ainsi que d'importants stocks d'armes chimiques, y compris plus de 10 000 roquettes, obus d'artillerie et bombes aériennes, et plus de 1 000 tonnes de gaz innervants et d'ypérite. Toutefois, il a nié détenir des armes biologiques ou nucléaires ou des articles connexes ; il a également souligné qu'il ne produisait pas d'armes nucléaires, que tous ses matériels nucléaires étaient déjà assujettis aux garanties internationales, et que toutes ses installations de recherche et de développement «pacifiques» en matière nucléaire avaient été détruites par les bombes alliées. La comptabilisation irakienne a été immédiatement et largement dénoncée comme étant incomplète et fautive.

Le 22 avril, répondant à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui exigeait des détails supplémentaires sur son programme nucléaire, l'Irak a fourni ce qu'un porte-parole américain a décrit comme étant un rapport extrêmement détaillé sur l'état, l'emplacement et la quantité de toute la matière enrichie. Il a également révélé l'existence de centres de recherche nucléaire et de stocks de matières fissiles que l'Occident ne connaissait pas. Une fois de plus, la liste a été jugée incomplète, car elle ne comprenait pas les laboratoires de mise au point d'armes nucléaires, comme celui d'Al Qaqa.

Conformément à la résolution de l'ONU, le Secrétaire-général, M. Javier Pérez de Cuéllar, formera une commission spéciale qui inspectera sur place les capacités irakiennes au chapitre des armes biologiques et chimiques et à celui des missiles, et elle en supervisera la destruction. L'AIEA inspectera aussi les installations nucléaires et détruira toutes les matières susceptibles de servir à la fabrication d'armes nucléaires. □

- RON PURVER